

Communiqué au sujet la création d'un Institut d'Etudes sur l'Immigration et l'Intégration

Un Institut d'études sur l'immigration et l'intégration vient d'être créé par le Haut Conseil à l'Intégration sous l'égide du Ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement. Il a vocation, selon ses fondateurs, à être le « guichet unifié » des financements venant des administrations et des entreprises pour les recherches portant sur ces thèmes. De fait, l'institut - dont l'indépendance annoncée n'est assortie d'aucune garantie institutionnelle - est un nouvel instrument de pilotage politique des recherches qui déterminera les « champs et sujets pertinents » sur lesquels engager des travaux scientifiques. Dans un contexte où le discours politique tend de plus en plus à présenter l'immigration comme un danger pour la collectivité nationale, où les législations successives restreignent toujours plus les droits des étrangers, où la rhétorique sur l'intégration sert à occulter les discriminations, nous exprimons les plus vives inquiétudes quant à la création de cet institut :

1. pour la menace qu'il constitue pour la liberté de la recherche sur une thématique aussi sensible, dès lors qu'il prétend devenir le lieu exclusif de contrôle des financements des travaux scientifiques,
2. pour le symbole que représente la nomination à la présidence de son conseil scientifique d'une personnalité dont les propos publics sur les familles africaines ont suscité l'étonnement et l'indignation.

Qu'au moment où le gouvernement annonce un accroissement du potentiel de la recherche en France, le choix soit fait de renforcer le pilotage politique du travail scientifique nous semble inacceptable non seulement pour les chercheurs mais aussi pour l'ensemble des citoyens. Nous croyons que la crédibilité de la recherche sur l'immigration, les discriminations ou la diversité, comme celle de toute recherche, ne peut être assurée que par l'entière liberté de définir les thèmes à aborder et les méthodes à appliquer. Il n'appartient pas à un institut sous tutelle politique de poser les « bonnes questions » auxquelles les chercheurs devront trouver de « bonnes réponses ». Engagés depuis des années dans des programmes scientifiques nationaux et internationaux autour de ces questions, nous considérons que la recherche ne peut se développer fructueusement qu'avec l'appui d'institutions publiques indépendantes et pluralistes.

Paris, le 1^{er} octobre 2007

Liste des initiateurs (par ordre alphabétique) :

Marie-Claude Blanc Chaléard, historienne, Université Paris 1
Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne, Université Paris 7
Véronique De Rudder, sociologue, CNRS
Didier Fassin, anthropologue, EHESS
Eric Fassin, sociologue, ENS
Denis Fougère, économiste, CNRS
Nancy Green, historienne, EHESS
Nacira Guénif, sociologue, Université de Paris 13
Nonna Mayer, politiste, CNRS
Pap Ndiaye, historien, EHESS
Gérard Noiriel, historien, EHESS
Catherine Quiminal, anthropologue, Université Diderot-Paris 7
Daniel Sabbagh, politiste, FNSP

Emmanuelle Santelli, sociologue, CNRS
Paul Schor, historien, Université Paris 10
Patrick Simon, socio-démographe, INED
Jocelyne Streiff-Fenart, sociologue, CNRS
Sylvie Thénaud, historienne, CNRS
Vincent Tiberj, politiste, FNSP
Patrick Weil, historien, Université Paris I

Liste des soutiens (par ordre alphabétique) :

Jean-Loup Amselle, anthropologue, EHESS
Etienne Balibar, philosophe, Université Irvine
Nicolas Bancel, historien, Université de Lausanne
Sophie Bava, sociologue, IRD
Jean-Luc Bonniol, anthropologue, Université d'Aix-Marseille
Nadir Boumaza, géographe, Université Pierre Mendès France, Grenoble
Yael Brinbaum, sociologue, Université de Bourgogne
Stéphanie Condon, géographe, INED
Jocelyne Dakhli, anthropologue, EHESS
Corinne Davaut, sociologue, doctorante, Université de Paris 8-URMIS
Irène Dos Santos, sociologue, doctorante
Caroline Douki, historienne, Université Paris 8
Stéphane Dufoix, sociologue, Université de Paris X
Mireille Eberhard, sociologue, post-doc INED
Jules Falquet, sociologue, Université Paris 7
Brigitte Fichet, Sociologue, Université Marc Bloch, Strasbourg
Camille Gardesse, sociologue, doctorante IUP
Christelle Hamel, sociologue, INED
Marie-Antoinette Hily, sociologue, CNRS-MIGRINTER
Fanny Jedlicki, sociologue, doctorante URMIS, Université Paris 7
Marie-Thérèse Lanquetin, juriste, Université de Paris X
Jean-Baptiste Leclercq, doctorant URMIS, Université Paris 7
Luc Legoux, démographe, Université de Paris I-IDUP
Françoise Lorcerie, sociologue, CNRS
Eric Macé, sociologue, Université Paris 3
Pierre Merklé, sociologue, Université de Lyon 2
Dominique Meurs, économiste, ERMES
Elise Palomares, sociologue, Université de Rouen
Edmond Préteceille, sociologue, OSC
Christian Poiret, sociologue, Université de Paris 7-URMIS
Janine Ponty, historienne
Philippe Poutignat, sociologue, CNRS-URMIS
Aude Rabaud, sociologue, Université de Paris 7-URMIS
Isabelle Rigoni, sociologue, Université de Poitiers-MIGRINTER
Christian Rinaudo, sociologue, Université de Nice
Valérie Sala Pala, politiste, Université de Clermont-Ferrand
Emmanuelle Sibeud, historienne, Université Paris 8
Roxane Silberman, sociologue, CMH-CNRS
Maryse Tripier, sociologue, Université Paris 7
François Vourc'h, sociologue, CNRS-GRASS

Loïc Waquant, sociologue, Université de Berkeley
Claire Zalc, historienne, ENS-EHESS